

COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION MINISTERIEL

CSAM du 9 avril 2025

CR UNSA Défense

Le Secrétaire Général pour l'Administration a présidé ce premier Comité Social d'Administration Ministériel de l'année 2025.

L'UNSA Défense était représentée par Laurent TINTIGNAC, Francis DUBOIS et Nathalie CORNIC

ORDRE DU JOUR

1. Projet d'agenda ministériel 2025-2026
2. Projet d'arrêté relatif à la mise en place d'un dispositif de captation d'images par des aéronefs (drones notamment) pour assurer la protection d'installations militaires
3. Présentation des élections professionnelles 2026
4. Questions diverses

C'est avec un ordre du jour, certes allégé, que s'est ouvert ce 1^{er} CSAM de l'année, mais qui a néanmoins permis à l'UNSA d'avoir des échanges nourris avec le SGA, les représentants du SRHC mais aussi avec l'Etat-Major des Armées sur le contexte géopolitique par une présentation des enjeux et de l'état de préparation et d'engagement des Forces Armées françaises.

Dans sa déclaration liminaire, l'UNSA est revenue sur les principaux sujets de préoccupations impactant les personnels civils, tant dans leurs fonctions qu'au dehors.

➔ **C'est notamment le cas du sujet concernant la révision de l'instruction 1136 relative au logement des personnels.** Alors que l'attractivité fait défaut aux armées dans l'accueil de compétences indispensables à la mise en œuvre des priorités définies par la Loi de Programmation Militaire, le Ministre engage une réforme que l'UNSA qualifie d'inutile, à la fois au regard du contexte difficile mais aussi instillant une espèce de mépris envers les personnels civils et fracturant ce qui fait cette communauté défense : la cohésion. **Instaurer de nouvelles règles pour les nouveaux entrants est une chose, changer les règles du jeu en cours de partie pour les agents logés dans le parc ministériel en est une autre, rompant en cela un contrat moral et social, existant depuis près d'un demi-siècle entre l'institution et ses agents.** Depuis ce CSAM, il semble que le ministère est à la peine pour quelques 500 logements au bénéfice des personnels militaires. **Une logique ministérielle inique consisterait donc à établir de nouvelles règles d'occupation pour les agents civils... la ficelle est un peu grosse pour l'UNSA qui refuse cette option.** Comprendons bien : s'il n'y a pas assez de place pour les personnels militaires, le MinArm « vire » les personnels civils... ceux-ci ne pourront, de fait, trouver un logement ministériel (puisqu'il n'y en a déjà pas assez pour les militaires) et devront trouver une autre solution de logement avec des loyers sans aucune comparaison possible avec le parc ministériel, personnels civils qui ne sont pas bénéficiaires de l'indemnité de garnison (IGAR)... faut-il le rappeler, afin de compenser l'augmentation des loyers. Par ailleurs, une grande partie du parc est actuellement en phase de rénovation (contrat NOVE jusqu'en 2029), donc inoccupé. Qu'en sera-t-il dans 4 ans, une fois le parc rénové et qu'existera la probabilité d'avoir trop de logements vacants aux loyers inaccessibles aux agents civils ? Le Ministre demandera-t-il à la DTIE de revoir une nouvelle fois les modalités d'occupation en proposant aux agents civils de revenir ? **« Faire et défaire, c'est toujours travailler » dit l'adage... pour l'UNSA, c'est non ! La fédération UNSA Défense a adressé un courrier à la DTIE (Direction des Territoires, de l'Immobilier et de l'Environnement) afin de rappeler ses priorités, ses lignes rouges et son refus de distinction entre agents entrants et agents déjà logés.**

➔ **Audit du Contrôle Général des Armées sur le pilotage de la masse salariale.** L'UNSA a été auditionnée dans le cadre de cet audit passé par le ministre, dans le cadre d'une plus grande agilité et plus grande souplesse dans la responsabilité des employeurs. **A ce titre, un bougé dans l'architecture du Titre 2 du budget, celui relevant de la masse salariale des personnels civils et aujourd'hui à quelques 14Md€, serait pour l'UNSA un risque de déconstruire la cohérence d'ensemble**



de l'édifice ministériel. S'il semble évident qu'il revient à chaque employeur de définir ses besoins, ses recrutements, les compétences dont il a besoin, son architecture RH... l'UNSA estime que le fait de disposer d'un gestionnaire unique, le Service des Ressources Humaines Civiles (SRHC) assure un équilibre RH indispensable, lisible et permettant une égalité de traitement entre agents. **Un éparpillement du dispositif serait un remède pire que le mal en instaurant une concurrence malsaine entre employeurs du MinArm...** Instaurer une « loi du plus offrant » ne règlera en rien les difficultés d'attractivité et de fidélisation. **Ce serait, pour l'UNSA, indéniablement l'inverse si une décision « d'archipélisation » de gestion RH se mettait en place.**

A ces inquiétudes portées par les fédérations, le SGA répond qu'à ce stade, l'audit du CGA reste une mission d'éclairage et que le dispositif actuel présente des avantages avérés. **Dont acte pour l'UNSA qui restera évidemment très attentive à cette situation.**

➔ **Le Général représentant l'Etat-Major des Armées a présenté aux élus du CSA Ministériel, une vision d'ensemble du contexte géopolitique en toute transparence et clarté de propos.** C'est bien un contexte qui rebat les cartes de la conflictualité du monde qui embarque aussi la stratégie et la posture de la France. La puissance de l'information comme de la désinformation, les nouveaux espaces de conflictualité telle « la guerre hybride » ou l'espace, ne doivent pas masquer l'indispensable mobilisation des forces traditionnelles, que ce soit sur terre, en mer ou dans les airs. **Cette mobilisation s'entend avec l'ensemble des forces qu'elles soient militaires comme civiles et le soutien de ces 65000 agents civils ne peut faire débat pour l'UNSA.** Il s'agit bien, comme rappelé par le Général de l'EMA, que l'UNSA remercie pour son exposé sincère, de « **Gagner la guerre avant la guerre** » pour justement, éviter la guerre.

1. Projet d'agenda ministériel 2025-2026.

Rempli !! C'est le qualificatif à employer à l'examen de cet agenda social 25/26. Nombre de sujets aussi divers que variés y sont inscrits (Accord-cadre ARTT, ADP/PC et RH prox, Prévoyance, Suivi de la PSC, Bilan des CAP/CCPU, Elections 2026, GT divers, réunions bilatérales...) et l'UNSA, à chaque fois, assure sa présence afin de porter la voix des personnels civils dans ce monde MinArm en perpétuelle évolution. **Par ailleurs, l'UNSA entend porter au cœur de cet agenda, les sujets attendus par les agents, pour certains anciens et qui n'ont toujours pas trouvé de règlement** (MTI pour les agents du SSA, situation des gardiens veilleurs, reclassement des ICDD dits historiques, plafonds réglementaires de l'IFSE, impact du CND, situation des ASC, accélération du dispositif de formations qualifiantes et sujets rémunérations des ouvriers de l'état, CIA des adjoints administratifs, souffrance au travail, le sujet de la restauration). **Cet agenda MinArm n'est pas déconnecté de celui de la Fonction Publique au sein duquel l'UNSA porte les dossiers d'ordre général : augmentation du point d'indice, suppression des -10% pour les congés de maladie ordinaire, révision des grilles indiciaires, etc.**

2. Projet d'arrêté relatif à la mise en place d'un dispositif de captation d'images par des aéronefs (drones notamment) pour assurer la protection d'installations militaires

Ce dossier ayant déjà fait l'objet d'une présentation par la Direction aux Affaires Juridiques (DAJ) aux fédérations syndicales, il n'a pas appelé de commentaires supplémentaires dès lors que le dispositif est délimité et sécurisé, tout en respectant les consignes édictées par la CNIL.

3. Présentation des élections professionnelles 2026

Certes, il existe encore un effet « myopie » sur l'échéance de renouvellement de l'ensemble des instances de dialogue social en décembre 2026, mais le sujet est d'ores et déjà pris en compte par la DRHMD et l'UNSA s'en félicite. Le scrutin électronique devrait se dérouler du 2 au 9 décembre 2026 pour quelques 68000 électrices et électeurs du MinArm et les 5 millions d'agents publics. L'UNSA prendra sa place pour le meilleur déroulement possible de ce scrutin.

Un CSA Ministériel de printemps, léger dans son ordre du jour, mais intense dans ses échanges sur des sujets prégnants pour les personnels civils, tels que le logement ou le T2. La présentation du contexte géopolitique par l'EMA a été un « plus » au cours de ce CSAM, qui témoigne d'une confiance et d'un discours de vérité de l'institution envers ses élus du CSAM. Pour davantage d'explications, n'hésitez pas à prendre contact avec vos élu-es du CSAM.

